

Pour la Commune universelle !

À l'appel des **Amies et Amis de la Commune**, nous sommes à nouveau réunis devant ce mur où, le samedi 27 mai 1871, 147 Fédérés, héroïques défenseurs de la **Commune de Paris**, de la **Commune** des travailleuses et des travailleurs, furent fusillés devant la fosse commune que les **Versaillais** avaient creusée devant eux. Les jours qui suivirent furent tout aussi atroces, marqués par la barbarie des troupes versaillaises et l'héroïsme des parisiennes et des parisiens.

Depuis, les soulèvements populaires du 20ème siècle, en Russie, en France, en Allemagne, en Espagne, dans les colonies françaises, et jusque dans les revendications de la **Résistance**, se sont référées à la **Commune** dans une aspiration à la **Commune universelle**, garante de paix et de prospérité des peuples, débarrassés des exploiters fauteurs de guerres. Cette référence est toujours présente dans les révolutions et les révoltes du 21ème siècle, en France mais aussi à travers le monde.

Nous sommes devant ce Mur. Et nos organisations sont face à des responsabilités au moins aussi grandes que lors de ces précédents événements révolutionnaires. Près d'elles, la population travailleuse et la jeunesse refusent de se voir sacrifiées sur l'autel du profit et de sa condition nécessaire, la guerre. Tandis qu'en France un pouvoir isolé et détesté, celui d'Emmanuel Macron, s'acharne à détruire tout ce que la lutte des travailleurs a arraché au patronat - Sécurité Sociale, Conventions Collectives, protection contre le chômage - et à l'État - libertés d'association, de réunion, de circulation, instruction publique, politique culturelle et artistique --, ce même pouvoir, avec sa police et son armée, réaffirme et renforce une politique colonialiste, comme en témoigne la réforme constitutionnelle en Nouvelle-Calédonie et l'encouragement de fait aux meurtres de Kanaks par les milices de colons.

De Nouméa à la Palestine massacrée, pour laquelle Macron refuse d'appeler au cessez-le-feu et à l'arrêt des livraisons d'armes, c'est à un retour sans fard du colonialisme que nous assistons. Mais les peuples s'insurgent, comme en témoigne la solidarité de la Guadeloupe avec le peuple Kanak, comme en témoignent les manifestations gigantesques et les admirables mobilisations de la jeunesse aux USA, et sur les cinq continents. Nos étudiants et nos lycéens ne sont pas seuls !

Comment ne pas songer immédiatement à **Louise Michel**, notre héroïne communarde, déportée en **Nouvelle-Calédonie**, et qui prit nettement parti pour le **peuple Kanak**, justement insurgé en 1878 et massacré par les ancêtres politiques de Macron et de Darmanin ? Son exemple brille au fronton du temple de liberté, ce temple laïque que le pouvoir n'a pas réussi à détruire.

La liste des mesures démocratiques et sociales de la **Commune** est considérable. Si certaines d'entre elles, comme la **Séparation des Églises et de l'État**, l'École publique, furent mises en œuvre sous la Troisième République, les politiques réactionnaires de ces dernières années nous obligent à revenir vers ce programme incarné par la **Commune**, qu'il s'agisse de la propriété de l'appareil de production et de la nature même de l'État : justice, armée, police, dépendantes d'un pouvoir exercé par le peuple et ses délégués.

La répression, les violences policières tous azimuts, l'utilisation des nervis de l'extrême-droite, les arrestations de syndicalistes défendant un hôpital ou exigeant le cessez-le-feu en **Palestine**, les convocations judiciaires d'Élus accusés d'éloge du terrorisme, la tentative de militarisation de la jeunesse, et jusqu'à des menaces policières et judiciaires contre l'enfance programmées par le

ministre **Attal**, cette politique autoritaire donne à notre exigence de démocratie un caractère urgent.

La politique séparatiste, xénophobe, criminalisant la population de tradition musulmane, la chasse aux réfugiés, venus ici se protéger des guerres et des pillages perpétrés en Afrique et au Moyen-Orient par nos gouvernements, nous obligent à nous tourner vers l'œuvre internationaliste de la **Commune de Paris**.

La **Commune de Paris**, par la bouche de **Beslay**, le 28 mars 1871, affirmait : « *la République de 1871 est un travailleur qui a surtout besoin de liberté pour féconder la paix. Paix et travail ! Voilà votre avenir !* »

Née de la guerre décidée en 1870 par un **Bonaparte** haï, la **Commune** instaura la paix, malgré la propagande patriotique bourgeoise encore vivace. La paix est la condition nécessaire à la justice sociale, tandis que la guerre entre nations permet la guerre sociale contre les travailleurs. En France, un budget de 413 milliards pour l'armée ainsi que les aides pharaoniques aux entreprises, encouragées à se tourner vers la production militaire, sont à l'origine d'amputations budgétaires effroyables, dans l'Éducation Nationale, dans la Culture. En imposant nos revendications contre l'économie de guerre, nous défendrons la paix dont les peuples, frères face à l'exploitation, ont le besoin le plus urgent.

Solidaires des autres peuples contre la guerre sociale que le capital nous livre, nous nous préparons à récupérer nos conquêtes sociales spoliées, nos libertés gravement atteintes pour trouver le bonheur auquel nous avons droit.

Tous unis vers la Commune Universelle !

Samedi 25 mai 2024